

**A n h a n g**  
**A n n e x e s**

**1 - 6**

**zum Stadtratsprotokoll Nr. 2**

**vom 24. Februar 2022**

**au procès-verbal n° 2**

**du 24 février 2022**



## Réponse

à la motion 20210218, Hamdaoui Mohammed, Le Centre, «Ne plus confondre urgence et précipitation !»

L'intervenant demande la modification de l'article 37 du règlement du Conseil de ville de Bienne (RCV; RDCo 1.5.1-1). Les interventions urgentes devraient ainsi être accompagnées d'un justificatif écrit déposé auprès de la présidente ou du président du Conseil de ville durant la séance expliquant les motifs de l'urgence. Il appartiendrait au Bureau du Conseil de ville de statuer sur l'urgence de l'affaire lors de sa séance faisant suite à celle du Conseil de ville. Si le caractère urgent de l'affaire est reconnu, cette dernière devrait être traitée durant les deux séances du Conseil de ville suivant son dépôt.

### **Situation initiale: but, effet et traitement des interventions urgentes**

L'intervention urgente est un instrument auquel le Parlement recourt lorsqu'il souhaite une réponse rapide de la part du Conseil municipal, du Bureau du Conseil de ville ou de toute autre commission, concernant un événement d'actualité ou imprévisible, ou encore, lorsque la réponse à l'intervention dans le cadre du délai régulier serait obsolète.

Lorsque l'urgence d'une intervention parlementaire a été acceptée, cela implique que la *réponse* doit être donnée dans un délai de deux mois suivant le dépôt, au lieu des six mois habituels (art. 38, al. 1, RCV). Ainsi, une intervention urgente est-elle certes traitée environ quatre mois plus rapidement au Conseil de ville qu'une intervention régulière. Cependant, le délai concernant sa *réalisation* reste inchangé et court à compter du moment de son adoption (art. 42, al. 1 et 2, RCV). Par ailleurs, dans son corapport du 3 novembre 2021, le Conseil municipal souligne que l'efficacité de l'urgence dépend également de la date à laquelle le Conseil de ville parvient à mettre les interventions concernées à son ordre du jour ou si, en raison du nombre d'affaires à traiter, il doit les renvoyer à une séance suivante.

La réponse aux interventions suit un processus défini que l'urgence impose de boucler en huit semaines au lieu de 24. Après chaque séance du Conseil de ville, le Conseil municipal décide dans la semaine qui suit de l'attribution des interventions déposées en vue de leur réponse. Vient ensuite le traitement dans les directions compétentes. Dans la mesure où il faut compter au moins quatre semaines pour la procédure de corapport et une à deux semaines pour la traduction, il reste peu de temps pour l'élaboration du contenu de la réponse.

Cela vaut d'autant plus lorsque l'intervention est de la compétence du Bureau du Conseil de ville ou de l'une des commissions parlementaires. Étant donné que celles-ci ne siègent généralement qu'une fois par mois au maximum, le projet de réponse du Secrétariat parlementaire doit être approuvé la plupart du temps par voie circulaire, sans discussion de fond concernant l'affaire lors d'une séance régulière. Cela signifie que si l'on peut certes s'efforcer de répondre rapidement aux interventions urgentes, cela ne signifie pas pour autant que la réponse puisse être étayée.

Il n'est pas toujours aisé pour les parlementaires de déterminer l'urgence d'une intervention. La plupart des membres du Conseil de ville n'ont pas de connaissances préalables quant au contenu de l'intervention et doivent statuer sur l'urgence sur la base d'une argumentation limitée à trois minutes dans le règlement du Conseil de ville (art. 37 RCV). Il n'y a pas non plus de critères

auxquels on pourrait concrètement recourir. En pratique, il est donc très rare que l'urgence soit refusée.

Un récapitulatif des années 2016 à 2021 montre que, suivant les années, les interventions urgentes représentent entre un tiers et un quart de l'ensemble des interventions déposées.

Année	Interventions urgentes	Toutes les interventions	Part des interventions urgentes
2016	17	61	27,87%
2017	41	117	35,04%
2018	32	118	27,12%
2019	27	123	21,95%
2020	25	70	35,71%
2021	janvier-août 24	janvier-août 67	janvier-août 35,82%

D'un point de vue thématique, les interventions couvrent une large palette de sujets. L'urgence découle parfois du sujet en lui-même (p. ex. prise de position du Conseil municipal quant à un projet cantonal ou national soumis à votation, une récente déclaration publique de sa part et/ou de questions faisant l'objet d'un délai). L'urgence pourrait aussi parfois s'expliquer par le fait que les intervenants entendent ainsi accroître la pression sur le Conseil municipal et l'Administration afin qu'ils agissent. Toutefois, seul le délai de réponse étant accéléré et non celui pour la réalisation ultérieure de l'intervention, l'efficacité de l'urgence demeure en ce sens relativement faible.

### Considérations du Bureau du Conseil de ville

Le Bureau du Conseil de ville partage l'avis de l'auteur de la motion qui estime que l'intervention parlementaire urgente est un instrument auquel il ne faudrait recourir, pour des raisons d'efficacité de fonctionnement du Parlement et de l'Administration, que lorsque la réponse revêt effectivement un caractère urgent. Le Bureau du Conseil de ville part du principe qu'une intervention urgente doit concerner un événement d'actualité ou imprévu ou qu'elle se justifie lorsqu'une réponse dans le délai régulier de six mois serait obsolète. C'est pourquoi l'art. 38, al. 1, RCV prévoit que la réponse aux interventions parlementaires urgentes doit parvenir à la présidente ou au président du Conseil de ville dans un délai de deux mois suivant son dépôt. Le Bureau du Conseil de ville estime toutefois que la demande de l'auteur de la motion visant à ce que les interventions dont l'urgence a été accordée aient reçu une réponse au plus tard durant les deux séances suivantes n'est pas applicable et devrait être analysée, voire adaptée, en fonction des règles de procédure choisies au final. Le Conseil municipal souligne également dans son corapport précité que le délai proposé par l'intervenant est trop court pour que la réponse puisse être traitée dans le cadre d'une procédure ordinaire, d'autant plus que le Bureau du Conseil de ville ne décide de l'urgence d'une intervention qu'après la séance durant laquelle celle-ci a été déposée (dans certains cas, seulement lors de sa séance ordinaire suivante).

En principe, il appartient au Parlement lui-même de statuer sur l'urgence d'une intervention. Cependant, juridiquement rien ne s'oppose à ce que le Parlement délègue cette compétence au Bureau du Conseil de ville (art. 8, al. 1, RCV). Au demeurant, d'autres communes du Canton de Berne connaissent déjà ce type de délégation (p. ex. Berne, Berthoud, Köniz). Cette formule présente notamment l'avantage qu'elle permet au Bureau du Conseil de ville d'étudier la nature urgente de l'intervention sur la base d'informations détaillées et, si nécessaire, de chercher le dialogue avec les intervenants. À l'inverse, accorder l'urgence à une intervention peut revêtir une dimension politique; de même, le Parlement se trouve également face à un choix politique en devant décider de déléguer ou non cette responsabilité au Bureau du Conseil de ville.

Partant du constat que l'intervention urgente, sous sa forme actuelle, est un instrument qui n'a qu'une efficacité limitée lorsqu'il s'agit d'accélérer les procédures, le Conseil municipal indique

dans son corapport que de nombreux Parlements ne connaissent pas cet instrument ou ont trouvé d'autres moyens qui pourraient être examinés (p. ex. pas d'urgence pour les postulats et les motions, des procédures plus flexibles pour le traitement des interventions urgentes, etc.). S'agissant de la réponse à la présente motion, il suggère d'examiner si la petite question pourrait éventuellement être remodelée de manière à garantir un meilleur délai pour traiter ou répondre aux demandes dont l'actualité justifie l'urgence.

Le Bureau du Conseil de ville estime que cette discussion est pertinente et que, dans le cadre de la révision totale du Règlement de la ville et des modifications du RCV qui en découlent, la commission spéciale compétente en la matière devrait traiter la motion en même temps qu'elle se penchera sur les instruments parlementaires en lien avec ce dossier. Cela permettrait de garantir que la procédure de dépôt des interventions soit traitée de manière coordonnée et que l'examen de l'urgence des interventions soit réglé en tenant compte des autres adaptations.

### **Proposition du Bureau du Conseil de ville**

Le Bureau du Conseil de ville propose au Conseil de ville d'adopter la motion 20210218 et de la transférer à la Commission RRV pour que celle-ci la traite dans le cadre de la révision totale du Règlement de la ville et de la révision subséquente du règlement du Conseil de ville.

Bienne, le 9 novembre 2021

Au nom du Bureau du Conseil de ville

La présidente:

La secrétaire parlementaire:

Salome Strobel

Regula Klemmer

Annexe:

· Motion 20210218

Bienne, le 24 juin 2021

Motion

20210218

## **Ne plus confondre urgence et précipitation !**

L'article 37 du Règlement du Conseil de Ville doit être modifié de la manière suivante :

**VERSION ACTUELLE:**

1. *En règle générale, l'auteur ou l'autrice souhaitant une réponse urgente à son intervention parlementaire doit remettre cette dernière au président ou à la présidente du Conseil de ville avant la pause.*
2. *En règle générale, l'auteur ou l'autrice a l'occasion de motiver l'urgence avant la pause. Le temps de parole est limité à 3 minutes.*
3. *Le Conseil de ville décide d'accorder ou non l'urgence après la pause.*

**VERSION NOUVELLE:**

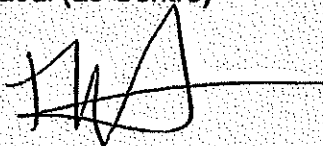
1. *L'auteur ou l'autrice souhaitant une réponse urgente à son intervention parlementaire doit remettre cette dernière au président ou à la présidente du Conseil de ville durant la séance. L'auteur ou l'autrice doit motiver l'urgence par écrit.*
2. *Le Bureau statue sur l'urgence.*
3. *Si l'urgence est accordée, l'intervention est traitée au plus tard durant les deux sessions suivantes.*

**DEVELOPPEMENT:**

La quasi totalité des demandes de réponses urgentes sont approuvées par le Conseil de Ville. Or ses membres n'ont pas forcément le temps, ni les éléments suffisants, pour raisonnablement se prononcer sur la pertinence de cette urgence. Cela a de plus en plus souvent pour conséquence de surcharger inutilement l'ordre du jour et d'entraîner le renvoi d'autres interventions parlementaires.

Cette modification du Règlement du Conseil de Ville pourrait donc permettre de mieux établir les priorités (tous les groupes parlementaires sont membres du Bureau). Et, peut-être, de cesser de confondre urgence et précipitation !

M. Hamdaoui (Le Centre)





## Beantwortung

### der überparteilichen Interpellation 20210224, Augsburg-Brom Dana, parteilos, Heiniger Peter, PdA, «Abbruch der Projektplanung AGGLOlac gemäss Planungsvereinbarung»

Die Interpellanten nehmen Bezug auf das von den Parlamenten von Biel und Nidau am 18. März 2021 verworfene Projekt AGGLOlac und stellen dem Gemeinderat, aufgrund des grossen öffentlichen Interesses und der hohen Bedeutung des Geländes, im Hinblick auf alternative Nutzungen und/oder Zwischennutzungen auf dem Expo-Areal und ihre zeitnahe Realisierung acht Fragen zum weiteren Vorgehen, die der Gemeinderat wie folgt beantwortet.

1. *Hat der Gemeinderat den Auflösungsprozess der Projektgesellschaft gemäss Planungsvereinbarung, Art. 21 angestossen?*

Wie in der Medienmitteilung vom 18.8.2021 der beiden Städte Nidau und Biel mitgeteilt wurde, haben sich die Partner der Projektgesellschaft AGGLOlac getroffen, um die Ausgangslage nach Ablehnung des Projektes in den beiden Stadträten im vergangenen März zu erörtern. Die drei Partner waren sich einig, dass als erstes geklärt werden muss, unter welchen Rahmenbedingungen die Planung am See fortzuführen oder neu aufzugleisen ist, damit sie politisch mehrheitsfähig wird. Da anlässlich der Stadtratsdebatten einige ursprüngliche Zielsetzungen von AGGLOlac in Frage gestellt und neue Forderungen erhoben wurden, geht es in einem ersten Schritt darum, Klarheit zu schaffen, auf welchen (politischen) Grundlagen kurz-, mittel-, und langfristige Lösungen für die Nutzung und Entwicklung des Areals aufzubauen sind und welche Instrumente für die politische Meinungsbildung erforderlich sind. In diesem Prozess kann und wird der Partner Mobimo keine aktive Rolle einnehmen.

2. a) *Gedenkt der Gemeinderat den Auflösungsprozess gemäss Art. 21, Abs. 1 (...ist nach der Phase «Planung» aufzulösen...) der Planungsvereinbarung umzusetzen?*

Der Gemeinderat weist darauf hin, dass noch keine Gemeindeabstimmungen stattgefunden haben. Art. 21 Abs. 1 findet demnach keine Anwendung.

- b) *Gedenkt der Gemeinderat den Auflösungsprozess gemäss Art. 21, Abs. 2 (...ist während der Phase «Planung» aufzulösen...) der Planungsvereinbarung umzusetzen?*

Art. 21 Abs. 2 sieht vor, dass die Projektgesellschaft während der Phase «Planung» aufzulösen ist, sobald *in hinreichender Weise* feststeht, dass die Vision AGGLOlac nicht verwirklicht werden kann. Der Gemeinderat verweist diesbezüglich auf seine Ausführungen zu den Fragen 1 und 3.

3. *Wie ist der aktuelle Stand des Auflösungsprozesses und deren Verhandlungen? (Termine, Ziele, Verhandlungsstand)*

Nach Ansicht der beiden Städte, die von Mobimo geteilt wird, ist nach der zehnjährigen intensiven Planungsphase nun ein Unterbruch der inhaltlichen Arbeiten bis mindestens Mitte 2022 nötig. Die Behörden von Nidau und Biel wollen in dieser Zeit gemeinsam die Rahmenbedingungen klären. In diesem Rahmen wird auch die Frage zu klären sein, ob die Projektgesellschaft aufzulösen ist.

4. *Wünscht der private Partner, sich aufgrund der genannten Ablehnungen zum Projekt, von den Städten Biel und Nidau zu trennen?*

Diese Frage kann der Gemeinderat zum jetzigen Zeitpunkt nicht beantworten. Der private Partner wird sich erst dann zu dieser Frage äussern, wenn die beiden Städte die politischen Rahmenbedingungen geklärt haben und die Grundlagen für zukünftige kurz-, mittel-, und langfristige Lösungen für die Nutzung und Entwicklung des Areals vorliegen. Diese Ergebnisse werden erst zu einem späteren Zeitpunkt vorliegen.

5. *Planungsvereinbarung Art. 21, Abs. 3: «Die bei der Auflösung der Projektgesellschaft verbleibenden Eigenmittel (nach Durchführung der Abschlussmassnahmen) werden dem privaten Partner überwiesen. Das nach Ziff. 15 Abs. 2 in ihre Spezialfinanzierungen überwiesene Geld verbleibt den Städten Nidau und Biel». Welche verbleibenden Eigenmittel stehen aktuell zur Verfügung?*

Die Eigenmittel der Projektgesellschaft betragen bei der Gründung Fr. 2'500'000.- (vgl. Planungsvereinbarung Art. 16). Zudem hat der Kanton Bern im Rahmen des im Jahr 2012 durchgeführten Wettbewerbsprogramms «Entwicklungsschwerpunkte» den Städten für das Projekt einen Betrag von CHF 200'000.- beigesteuert (sog. «ESP-Preis»).

Aktuell stehen keine Eigenmittel mehr zur Verfügung. Das auf ein Sperrkonto überwiesene Geld der beiden Städte ist ebenfalls in die Planung investiert worden.

6. *In der Beantwortung vom 8.4.2020 auf die Interpellation 20200063, Frage Szenario 1, führt der Gemeinderat eine Rückerstattungs-Gesamtsumme von CHF 2,885 Mio. («Im Falle einer von den Gemeinden gewünschten Trennung vom Partner Mobimo») auf. Ist dieser Betrag korrekt und weiterhin verlässlich?*

Ja, dieser Betrag ist unverändert und betrifft nur den Anteil der Stadt Biel im Falle einer hälftigen Aufteilung der Kosten zwischen Biel und Nidau. Sollte nur die Stadt Biel den «Ausstieg» beschliessen kann nicht ausgeschlossen werden, dass sie die doppelte Summe zu tragen hätte. Auch deshalb drängt sich eine einvernehmliche Lösung resp. ein gemeinsames Vorgehen mit der Nachbargemeinde Nidau auf.

7. *Gemäss Beantwortung vom 30.10.2019 auf die Interpellation 20190341, Frage 6, müsste davon ausgegangen werden können, dass die Gesamtsumme in Frage 6 unverändert geblieben ist: «Der Gemeinderat plant keine weiteren Ausgaben, abgesehen von den Kosten, die der Stadt für die Durchführung der Volksabstimmung naturgemäss entstehen». Ist diese Annahme korrekt?*

Vgl. Antwort zu Frage 6.

8. *Was hat der Gemeinderat seit der Ablehnung in den Parlamenten im März 2021 in diesem Zusammenhang bereits unternommen?*

Vgl. Antwort zu Frage 1.

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr

Barbara Labbé

Beilage:

· Überparteiliche Interpellation 20210224



20210224

## Interpellation: Abbruch der Projektplanung AggloLac gemäss Planungsvereinbarung

### Begründung:

Das Projekt AggloLac wurde anlässlich der Stadtratssitzungen im März 2021 in den Parlamenten von Biel-Bienne und Nidau verworfen. Das Thema um das Expo-Gelände ist für die Öffentlichkeit von grossem Interesse und hoher Bedeutung. Alternative Nutzungen und / oder Zwischennutzungen auf dem Expo-Areal und ihre zeitnahe Realisierung sind dringend nötig.

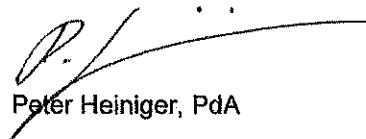
Der Gemeinderat wird beauftragt, die folgenden Fragen zum weiteren Vorgehen zu beantworten:

1. Hat der Gemeinderat den Auflösungsprozess der Projektgesellschaft gemäss Planungsvorlage, Art. 21 (Beilage 1) angestossen?
2. a) Gedenkt der Gemeinderat den Auflösungsprozess gemäss Art. 21, Abs. 1 (...ist nach der Phase «Planung» aufzulösen...) der Planungsvereinbarung umzusetzen?  
b) Gedenkt der Gemeinderat den Auflösungsprozess gemäss Art. 21, Abs.2 (...ist während der Phase «Planung» aufzulösen...) der Planungsvereinbarung umzusetzen?
3. Wie ist der aktuelle Stand des Auflösungsprozesses und deren Verhandlungen? (Termine, Ziele, Verhandlungsstand.)
4. Wünscht der private Partner, sich aufgrund der genannten Ablehnungen zum Projekt, von den Städten Biel-Bienne und Nidau zu trennen?
5. Planungsvereinbarung Art. 21, Abs.3: 3: *Die bei einer Auflösung der Projektgesellschaft verbleibenden Eigenmittel (nach Durchführung der Abschlussmassnahmen) werden dem privaten Partner überwiesen. Das nach Ziff. 16 Abs. 2 in ihre Spezialfinanzierungen überwiesene Geld verbleibt den Städten Nidau und Biel. Welche verbleibenden Eigenmittel stehen aktuell zur Verfügung?*
6. In der Beantwortung vom 08.04.2020 auf die Interpellation 20200063, Frage Szenario 1, führt der Gemeinderat eine Rückerstattungs-Gesamtsumme von CHF 2,885 Mio. (*«im Falle einer von den Gemeinden gewünschten Trennung vom Partner Mobimo»*) auf. Ist dieser Betrag korrekt und weiterhin verlässlich? (Beilage 2)
7. Gemäss Beantwortung vom 30.10.2019 auf die Interpellation 20190341, Frage 6, müsste davon ausgegangen werden können, dass die Gesamtsumme in Frage 6 unverändert geblieben ist: *«Der Gemeinderat plant keine weiteren Ausgaben, abgesehen von den Kosten, die der Stadt für die Durchführung der Volksabstimmung naturgemäss entstehen»*. Ist diese Annahme korrekt? (Beilage 3)
8. Was hat der Gemeinderat seit den Ablehnungen in den Parlamenten im März 2021 in diesem Zusammenhang bereits unternommen?

Biel, 24. Juni 2021



Dana Augsburger-Brom, parteilos



Peter Heiniger, PdA

Beilage 1

Anhang 1



## Planungsvereinbarung

zwischen

1. **Stadt Nidau**, Schulgasse 2, Postfach 240, 2560 Nidau
2. **Stadt Biel**, Mühlebrücke 5, 2501 Biel

**Stadt Nidau**

**Stadt Biel**

und

**Mobimo AG**, Seestrasse 59, 8700 Küsnacht  
vertreten durch **Mobimo Mangement AG**, Seestrasse 59, 8700 Küsnacht

**privater Partner**  
**(Investor / Projektentwickler)**

betreffend

**Umsetzung Vision AGGLOlac in der Phase "Planung"**

I.	EINLEITUNG .....	3
1.	Ausgangslage .....	3
2.	Gegenstand dieser Vereinbarung .....	3
3.	Grundlagen .....	3
II.	ORGANISATION .....	4
4.	Projektgesellschaft .....	4
5.	Lenkungsgremium .....	4
6.	Projektleitung .....	5
7.	Projektleiter/in .....	5
III.	AUFGABEN .....	6
8.	Grundsatz .....	6
9.	Qualitätssicherndes Verfahren .....	6
10.	Nutzungsvorschriften .....	6
11.	Wirtschaftlichkeit des Projektes .....	7
12.	Anschlussvertrag .....	7
13.	Weitere Aufgaben .....	7
14.	Aufgabenerfüllung .....	8
IV.	FINANZIERUNG .....	8
15.	Eintrittszahlung / Exklusivität .....	8
16.	Eigenmittel .....	9
17.	Eigenleistungen .....	9
18.	Nachfinanzierung .....	9
19.	Überschuss .....	9
V.	WEITERE VERTRAGSBESTIMMUNGEN .....	10
20.	Weiterbearbeitung / Umsetzung durch privatem Partner .....	10
21.	Auflösung .....	10
22.	Austritt .....	10
23.	Kommunikation .....	10
24.	Vertraulichkeit .....	11
VI.	SCHLUSSBESTIMMUNGEN .....	11
25.	Vertragsdauer .....	11
26.	Übertragung .....	11
27.	Ausfertigung .....	11
28.	Anhang .....	11

## I. EINLEITUNG

### 1. Ausgangslage

<sup>1</sup> Die Städte Nidau und Biel haben die Vision, ein neues Quartier von hoher Qualität zwischen Schloss Nidau, Zihlkanal und Bielersee zu realisieren. Sie sind gewillt, die Vision AGGLOlac zu konkretisieren und der Realisierung zuzuführen. Sie haben dafür bereits Planungsvorleistungen erbracht.

<sup>2</sup> Die Projektgesellschaft AGGLOlac will als Zusammenschluss der hauptsächlichsten Grundeigentümerinnen (Städte Nidau und Biel) die Vision AGGLOlac vorantreiben, um sie zusammen mit einem privaten Partner (Investor / Projektentwickler) umsetzen zu können.

<sup>3</sup> Der private Partner wurde aufgrund der zwischen den Städten Nidau und Biel für die Phase „Zusatzabklärungen“ abgeschlossenen Vereinbarung vom 29.11.10 / 23.12.10 ausgewählt.

### 2. Gegenstand dieser Vereinbarung

Für die Phase „Planung“ (gem. Anhang 2, Ziff. 4) regelt diese Vereinbarung:

- die Organisation der Projektgesellschaft,
- die in der Phase „Planung“ durch die Projektgesellschaft zu bearbeitenden Aufgaben,
- die Finanzierung der Projektgesellschaft in der Phase „Planung“,
- die Modalitäten von Nachfolgeverträgen,
- die Folgen einer Auflösung der Projektgesellschaft oder allfälligen Austritts eines Mitglieds.

### 3. Grundlagen

Grundlagen dieser Vereinbarung bilden:

- Bericht der Gemeinderäte von Nidau und Biel an die Stadträte von Nidau und Biel vom 27. / 31. August 2010,
- Vereinbarung zwischen den Städten Nidau und Biel für die Weiterentwicklung der Vision AGGLOlac (Phase „Zusatzabklärungen“) vom 29.11.2010 / 23.12.2010,
- Konzept Projektträgerschaft der Einwohnergemeinden Nidau und Biel für die Vision AGGLOlac vom 9. Mai 2011 (Anhang 2),
- Ausschreibungsdossier zur Wahl eines Investors und Projektentwicklers (privater Partner) für die Vision AGGLOlac vom 9.5.2011,
- Bewerbungsdossier der Mobimp Management AG vom 25. August 2011,
- Schreiben der Mobimo Management AG vom 24. Februar 2012,

- Beschluss AGGLOlac des Stadtrats von Nidau vom 16. September 2010,
- Beschluss AGGLOlac des Stadtrats von Biel vom 21. Oktober 2010,
- Bericht der Gemeinderäte von Nidau und Biel an die Stadträte von Nidau und Biel vom 8. / 21. Mai 2013,
- Vereinbarung betreffend AGGLOlac (Werte- und Risikoausgleich zwischen den Grundeigentümern, Modalitäten für die Bereitstellung des Baulandes) zwischen Nidau und Biel (handelnd durch die Gemeinderäte) und der Mobimo AG vom 12. April 2013 und 8. / 21. Mai 2013.

## **II. ORGANISATION**

### **4. Projektgesellschaft**

Der Parteien schliessen sich mit dem Inkrafttreten dieser Vereinbarung zur Projektgesellschaft AGGLOlac zusammen.

### **5. Lenkungsgremium**

<sup>1</sup> Das Lenkungsgremium ist das oberste Organ der Projektgesellschaft. Es behandelt alle strategischen Fragen. Es tagt auf Antrag eines Mitgliedes des Lenkungsgremiums oder auf Antrag der Projektleitung, mindestens aber ein Mal im Jahr. Der/die Projektleiter/in führt das Sekretariat.

<sup>2</sup> Das Lenkungsgremium besteht aus je zwei Vertretungen der Städte Nidau und Biel sowie zwei Vertretungen des privaten Partners. Es wird durch die Stadt Nidau präsiert.

<sup>3</sup> Die Aufgaben des Lenkungsgremiums umfassen:

- Behandlung von strategischen Fragen
- Einsetzung der Projektleitung
- Wahl Projektleiter/in auf Antrag der Projektleitung
- Genehmigung Pflichtenhefte Projektleitung und Projektleiter/in
- Genehmigung der Rechnung der Projektgesellschaft
- Festlegen von zusätzlichen Aufgaben gemäss Ziff. 13
- Berichterstattung an die zuständigen Gremien, insbesondere der Städte Nidau und Biel
- Durchführung von Medienkonferenzen, Herausgabe von Medienmitteilungen

<sup>4</sup> Das Lenkungsgremium kann Aufgaben an die Projektleitung delegieren.

<sup>5</sup> Beschlüsse des Lenkungsgremiums erfordern grundsätzlich Einstimmigkeit. Kann diese nicht erreicht werden, ist das Geschäft zu überarbeiten und in möglichst

konsensfähigerer Form dem Gremium nochmals vorzulegen, das jetzt mit Mehrheitsbeschluss entscheiden kann.

## **6. Projektleitung**

<sup>1</sup> Die Projektleitung ist das ausführende Organ der Projektgesellschaft. Sie behandelt alle operativen Fragen. Sie tagt auf Antrag eines Mitgliedes der Projektleitung, mindestens aber zwei Mal im Jahr. Der/die Projektleiter/in führt das Sekretariat.

<sup>2</sup> Die Projektleitung besteht aus fachkompetenten Personen der Städte Nidau und Biel und des privaten Partners. Der/die Projektleiter/in ist Mitglied der Projektleitung. Die Mitglieder der Projektleitung haben je für geeignete Stellvertretungen zu sorgen.

<sup>3</sup> Die Aufgaben der Projektleitung umfassen:

- Umsetzung der strategischen Ziele
- Vorbereitung der Geschäfte des Lenkungsgremium
- regelmässige Berichterstattung an das Lenkungsgremium
- Einsetzung von Arbeitsgruppen und Beauftragten
- Vergabe von Drittaufträgen
- Instruktion, Führung und Beaufsichtigung des/der Projektleiters/in

<sup>4</sup> Die Projektleitung kann Aufgaben an den/die Projektleiter/in delegieren.

<sup>5</sup> In der Projektleitung haben die Städte Nidau und Biel sowie der private Partner je eine Stimme. Beschlüsse der Projektleitung erfordern grundsätzlich Einstimmigkeit. Kann diese nicht erreicht werden, ist das Geschäft zu überarbeiten und in möglichst konsensfähigerer Form dem Gremium nochmals vorzulegen, das jetzt mit Mehrheitsbeschluss entscheiden kann.

## **7. Projektleiter/in**

<sup>1</sup> Der/die Projektleiter/in führt im Auftrag der Projektleitung das Projekt.

<sup>2</sup> Die Aufgaben des/der Projektleiters/in umfassen:

- Planung und Umsetzung der Aufgaben gemäss Ziff. 8 – 13
- Vorbereitung der Geschäfte der Projektleitung
- regelmässige Berichterstattung an die Projektleitung
- Leitung von Arbeitsgruppen und Beauftragten
- Führung des Sekretariates des Leitungsgremiums und der Projektleitung.

### **III. AUFGABEN**

#### **8. Grundsatz**

Alle Parteien erfüllen die ihnen nach dem Konzept Projektträgerschaft vom 9.5.2011 obliegenden Aufgaben, namentlich die Aufgaben gemäss Ziff. 9 – 13 (vgl. Anhang 2, Ziff. 4.3).

#### **9. Qualitätssicherndes Verfahren**

<sup>1</sup> Als Grundlage für die bauliche Nutzung des Areals ist ein qualitätssicherndes Verfahren durchzuführen. Dieses umfasst die Ausarbeitung der Vision AGGLOlac zu einem konkreten städtebaulichen Konzept entweder durch die Weiterentwicklung der Vision AGGLOlac oder allenfalls durch andere Möglichkeiten zur Entwicklung eines nachhaltigen, architektonisch, städtebaulich, energetisch und bautechnisch hoch stehenden neuen Stadtteils.

<sup>2</sup> Grundlage für das Qualität sichernde Verfahren bildet ein öffentlich aus zu schreibender Ideenwettbewerb nach SIA. Dabei sind von den Angemeldeten aufgrund einer Präqualifikation 20 bis 25 Teilnehmer zum Wettbewerb zuzulassen. Dieser dient der Auswahl von 3 bis 8 Teams für eine daran anschliessende Testplanung. Die Einzelheiten ergeben sich aus dem Programm im Anhang 3 zu diesem Vertrag (vgl. Ziff. 28).

<sup>3</sup> Die Vorbereitung, Begleitung und Beurteilung des qualitätssichernden Verfahrens erfolgt durch ein Gremium mit drei Interessenvertretern (Stadt Nidau, Stadt Biel, Privater Partner) und vier unabhängigen Fachpersonen. Das Wettbewerbsprogramm für die Präqualifikation und das Programm für die Testplanung werden im Einvernehmen mit dem privaten Partner erarbeitet.

#### **10. Nutzungsvorschriften**

<sup>1</sup> Auf Grundlage des Ergebnisses des qualitätssichernden Verfahrens und unter der Aufsicht und zu Händen der Stadt Nidau als dafür zuständiges, hoheitlich handelndes Gemeinwesen, werden die für das Areal zu erlassenden Nutzungsvorschriften erstellt.

<sup>2</sup> Die Stadt Nidau leitet nach der Erarbeitung und Konsolidierung des Entwurfs der Nutzungsvorschriften das Planerlassverfahren nach Art. 58 ff BauG ein. Die Projektgesellschaft unterstützt auf ihre Kosten bei Bedarf die Stadt Nidau bei der Durchführung des Planerlassverfahrens.

## 11. Wirtschaftlichkeit des Projektes

<sup>1</sup> Die Kostenschätzung und der Nachweis der Wirtschaftlichkeit (Wirtschaftlichkeitsprüfung) sind periodisch vorzunehmen. Insbesondere ist nachzuweisen, dass die Kosten der Arealbereitstellung und der öffentlichen Erschliessung tragbar sind und den Städten Nidau und Biel für die abzutretende Flächen ein angemessener, der zu realisierenden Nutzung Rechnung tragender Landwert verbleibt (vgl. Ziff. 12 der Vereinbarung zwischen Nidau, Biel und Mobimo über den Werte- und Risikoausgleich und die Modalitäten für die Bereitstellung des Baulandes vom...).

<sup>2</sup> Bei der Festlegung der Rahmenbedingungen für das qualitätssichernde Verfahren ist den Vorgaben von Ziff. 11 Abs. 1 Rechnung zu tragen.

<sup>3</sup> Die Kostenschätzung und die Wirtschaftlichkeitsprüfung für die bauliche Nutzung der Baufelder und ihres Baugrundes sind Sache des Privaten Partners und gehören nicht zu den Aufgaben der Projektgesellschaft. Dem Grundsatz der Wirtschaftlichkeit ist aber im Rahmen der gesamten Projektentwicklung Rechnung zu tragen.

## 12. Anschlussvertrag

Für die der Phase „Planung“ nachfolgende Phase „Projektentwicklung / Realisierung“ (Anhang 2, Ziff. 5), beginnend nach der Beschlussfassung über die revidierte Nutzungsplanung, ist zwischen den Parteien eine weitere Vereinbarung vorzubereiten. Für die Phase „Projektentwicklung / Realisierung“ ist vorgesehen, die Projektgesellschaft AGGLOlac als Aktiengesellschaft oder in anderer geeigneter Weise so zu konstituieren, dass die beiden Städte Nidau und Biel mehrheitlich sowie der private Partner beteiligt sind. Dabei sind die Parteien bereit und verpflichtet, im Sinne eines Optimierungsprozesses auch vom Konzept Projektträgerschaft vom 9. 05. 2011 (vgl. Anhang 2) abweichenden Absprachen zuzustimmen, sofern dies für alle oder einzelne Beteiligte von Vorteil ist und keiner Partei beachtenswerte Nachteile bringt.

## 13. Weitere Aufgaben

Die Projektgesellschaft übernimmt während der Phase „Planung“ weitere Aufgaben, soweit ihr diese aus der Phase „Zusatzabklärungen“ (Anhang 2, Ziff. 3) übertragen wurden oder soweit sie solche (durch einstimmigen Beschluss) übernommen hat.



#### **14. Aufgabenerfüllung**

Die Projektgesellschaft hat diese Vereinbarung erfüllt, sobald auf Basis der rechtsgültigen revidierten Nutzungsplanung die nachfolgende Phase „Projektentwicklung / Realisierung“ (Anhang 2, Ziff. 5) gestartet werden kann.

### **IV. FINANZIERUNG**

#### **15. Eintrittszahlung / Exklusivität**

<sup>1</sup> Der Private Partner legt mit der einseitigen Unterzeichnung der Planungsvereinbarung eine unwiderrufliche (Bank)garantie über Fr. 4'000'000.-- vor (Anhang 2, Ziff. 3.4). Dieser Betrag (Eintrittszahlung) wird 30 Tage nach dem rechtsgültigen Abschluss der vorliegenden Planungsvereinbarung zur Bezahlung fällig (Anhang 2, Ziff. 4.2), ansonsten die Garantieberechtigten die Garantie ziehen können.

<sup>2</sup> Mit dieser Zahlung werden vorab die von den Städten Nidau und Biel erbrachten (planerischen) Vorleistungen mit je Fr. 750'000.--, ausmachend insgesamt Fr. 1'500'000.--, ausgeglichen. Dieser Betrag ist auf ein Sperrkonto zu überweisen. Er darf den Städten Nidau und Biel nur und erst je hälftig ausbezahlt werden, wenn er definitiv nicht zur Nachfinanzierung der Phase Planung (vgl. Ziff. 18) benötigt wird oder wenn die Projektgesellschaft während der Phase Planung aufgelöst wird (vgl. Ziff. 21 Abs 2 und 3), ohne dass der auf dem Sperrkonto liegende Betrag (teilweise) zur Nachfinanzierung (vgl. Ziff. 18) benötigt wird.

<sup>3</sup> Die Projektgesellschaft und die Städte Biel und Nidau verpflichten sich, während der Dauer dieser Vereinbarung nicht mit Dritten über den Vertragsgegenstand Verhandlungen zu führen oder eine Zusammenarbeit einzugehen.

<sup>4</sup> Der private Partner ist unter Vorbehalt von Absatz 5 auch nach einer negativen Volksabstimmung über den Erlass der neuen Nutzungsvorschriften (vgl. Ziff. 10) oder nach andern Planungsverzögerungen berechtigt, zusammen mit den Städten Biel und Nidau die Umsetzung der Vision AGGLOlac voranzutreiben. Dabei behalten die Städte Nidau und Biel das für die Umsetzung der Vision AGGLOlac benötigte Land auf der Grundlage der bereinigten Offerte (vgl. dazu Ziff. 28, Anhang 1) solange für den privaten Partner reserviert, wie die Vision nicht definitiv und endgültig aufgegeben wird.

<sup>5</sup> Die Städte Nidau und Biel sind nach einer negativen Volksabstimmung über den Erlass der neuen Nutzungsvorschriften (vgl. Ziff. 10) berechtigt, sich von ihrem privaten Partner zu trennen, sofern sie ihm die Eintrittszahlung von Fr. 4'000'000.-- und von ihm gemäss Ziff. 18 zu Gunsten der Projektgesellschaft allenfalls geleistete Nachfinanzierungen vollumfänglich zurück erstatten.

<sup>6</sup> Soweit sich der private Partner nach einer negativen Volksabstimmung über den Erlass der neuen Nutzungsvorschriften (vgl. Ziff. 10) von den Städten Nidau und Biel trennen will, steht ihm kein Anspruch auf Rückerstattung der geleisteten Eintrittszahlung von Fr. 4'000'000.-- zu.

#### **16. Eigenmittel**

Die Eigenmittel der Projektgesellschaft für die Erfüllung ihrer Aufgaben gem. Ziff. 9 – 13 betragen Fr. 2'500'000.-- (Eintrittszahlung gem. Ziff. 15 Abs. 1 abzüglich der Überweisung auf das Sperrkonto gem. Ziff. 15 Abs. 2).

#### **17. Eigenleistungen**

<sup>1</sup> Die von Behörden und vom Personal der Städte Nidau und Biel in den Gremien der Projektgesellschaft erbrachten Leistungen werden nicht vergütet.

<sup>2</sup> Der private Partner finanziert alle von ihm in der Projektgesellschaft zu erbringenden Eigenleistungen selber.

#### **18. Nachfinanzierung**

<sup>1</sup> Soweit bei der Erfüllung der Aufgaben der Projektgesellschaft in der Phase „Planung“ ein Fehlbetrag entstehen sollte, hat der private Partner 50% und haben die Städte Nidau und Biel gemeinsam 50% nachzufinanzieren.

<sup>2</sup> Die gemeinsame Nachfinanzierung der Städte Nidau und Biel beschränkt sich dabei auf den dem Sperrkonto (vgl. Ziff. 15 Abs. 2) überwiesenen Höchstbetrag von insgesamt Fr. 1'500'000.-- oder je Fr. 750'000.--. Eine weitergehende Pflicht zur Nachfinanzierung liegt allein beim privaten Partner.

#### **19. Überschuss**

Ein aus der Phase „Planung“ allenfalls verbleibender Überschuss der Eigenmittel (vgl. Ziff.16) ist unter Vorbehalt von Ziff. 15 Abs. 4 bis 6, Ziff. 21 und 22 auf die Phase „Projektentwicklung / Realisierung“ vorzutragen.

## **V. WEITERE VERTRAGSBESTIMMUNGEN**

### **20. Weiterbildung / Umsetzung durch privatem Partner**

Der private Partner hat Anspruch auf die Weiterbildung und Umsetzung des Projektes AGGLOlac nach der Phase „Planung“, sofern die Gemeindeabstimmungen über den Landverkauf und die Zonenplanänderung erfolgreich sind.

### **21. Auflösung**

<sup>1</sup> Die Projektgesellschaft ist unter Vorbehalt von Ziff. 15 Abs. 4 bis 6 nach der Phase „Planung“ aufzulösen, wenn die Phase „Projektierung/ Realisierung“ auf Grund der Ergebnisse der Gemeindeabstimmungen nicht ausgelöst werden kann.

<sup>2</sup> Die Projektgesellschaft ist während der Phase „Planung“ aufzulösen, sobald in hinreichender Weise fest steht, dass die Vision AGGLOlac nicht verwirklicht werden kann.

<sup>3</sup> Die bei einer Auflösung der Projektgesellschaft verbleibenden Eigenmittel (nach Durchführung der Abschlussmassnahmen) werden dem privaten Partner überwiesen. Das nach Ziff. 15 Abs. 2 auf ein Sperrkonto überwiesene Geld verbleibt je hälftig den Städten Nidau und Biel.

<sup>4</sup> Im Falle einer Auflösung verbleiben alle getroffenen Abklärungen, erbrachten Leistungen und Rechte der Projektgesellschaft im gemeinsamen Eigentum der Städte Nidau und Biel als Grundeigentümerinnen.

### **22. Austritt**

Der private Partner ist berechtigt, aus der Projektgesellschaft auszutreten, ohne dass ihm die geleisteten Zahlungen oder die von ihm erbrachten Leistungen zurückerstattet werden.

### **23. Kommunikation**

Die Information über das Projekt an Dritte, insbesondere gegenüber den Medien, ist zwischen der Einwohnergemeinden Nidau, der Einwohnergemeinde Biel und dem privaten Partner abzustimmen.

#### **24. Vertraulichkeit**

Der private Partner ist berechtigt, von ihm beigebrachte Unterlagen als vertraulich zu deklarieren.

### **VI. SCHLUSSBESTIMMUNGEN**

#### **25. Vertragsdauer**

<sup>1</sup> Diese Vereinbarung tritt mit der Genehmigung durch die dafür zuständigen Instanzen der Gemeinden Nidau und Biel und ihrer Zustimmung zur Gründung der Projektgesellschaft AGGLOlac in Kraft.

<sup>2</sup> Die Vereinbarung endet, wenn der Landverkauf durch die Städte Nidau und Biel genehmigt wurde und die Zonenplanänderung rechtskräftig beschlossen und die gemäss Projektkonzept vorgesehenen Folgeverträge unterschrieben sind.

<sup>3</sup> Während der Planungsphase kann der Vertrag einzig durch Kündigung nach Ziff. 15 Abs. 5 oder 6 oder nach Ziff. 21 Abs. 1 und 2 sowie durch Austritt des privaten Partners nach Ziff. 22 aufgelöst werden, das 6-monatige Kündigungsrecht gemäss Art. 546 Abs. 1 OR ist ausgeschlossen.

#### **26. Übertragung**

Die Rechte und Pflichten aus dieser Vereinbarung können nicht an einen Dritten abgetreten werden.

#### **27. Ausfertigung**

Die Vereinbarung wird <sup>7</sup> ~~af~~ <sup>7</sup> fach gleichlautend ausgestellt und unterzeichnet. Je ein Exemplar ist für die Stadt Nidau, für die Stadt Biel, für (privater Partner) und für die Projektleitung gem. Ziff. 6 bestimmt.

#### **28. Anhang**

Folgende Anhänge bilden integrierender Bestandteil dieses Vertrags:

Anhang 1: Bereinigte Offerte Kaufpreis vom 25. August 2011 / 24. Februar 2012

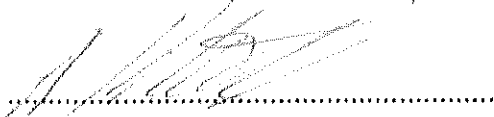
Anhang 2: Konzept Projektträgerschaft vom 9. Mai 2011

Anhang 3: Planungsvorgehen.

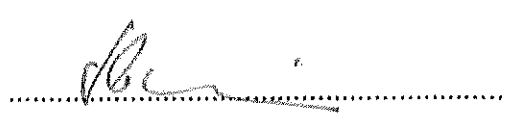
**Für die Projektgesellschaft AGGLOlac**

Stadt Nidau

Ort / Datum: Nidau, 21. 6. 13



Adrian Kneubühler  
Stadtpräsident



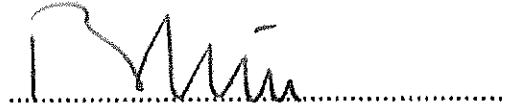
Stephan Ochsenbein  
Stadtschreiber

Stadt Biel

Ort / Datum: Biel, 2. Mai 2013



Erich Fehr  
Stadtpräsident



Barbara Labbé  
Stadtschreiberin

**Für Mobimo AG**

Mobimo Mangement AG

Ort / Datum: Küsnacht, 12. 4. 2013



Dr. Christoph Caviezel  
CEO



Andreas Hämmerli  
Leter Entwicklung  
Mitglied der Geschäftsleitung

Gemeinden für das Projekt einen Betrag von CHF 200'000.- beigesteuert hat (sog. «ESP-Preis»).

Der Gemeinderat kann sich zu den unterbreiteten Fragen wie folgt äussern:

- 1. Szenario A: Die Bieler Stimmbevölkerung lehnt das Projekt AGGLOlac an der angekündigten Abstimmung vom 28. Juni 2020 ab und die Zusammenarbeit mit Mobimo wird gekündigt. Wie hoch sind die Projektierungskosten per Saldo heute, welche die Stadt Biel an Mobimo zurückbezahlen müsste, sofern Szenario A eintritt?**

Der Stand der Projektierungskosten beläuft auf CHF 5.770 Mio. Darin enthalten sind die Eintrittskosten in der Höhe von CHF 4 Mio. (CHF 2.5 Mio. an die Projektgesellschaft und CHF 1.5 Mio. auf das Sperrkonto der Städte). Der die Eintrittskosten überschreitende Betrag in der Höhe von CHF 1.77 Mio. wurde von Mobimo finanziert.

Gemäss Planungsvereinbarung Art. 15 Ziffer 5 gilt diesbezüglich folgendes:

«Die Städte Nidau und Biel sind nach einer negativen Volksabstimmung über den Erlass der neuen Nutzungsvorschriften berechtigt, sich von ihrem privaten Partner zu trennen, sofern sie ihm die Eintrittszahlung von CHF 4 Mio. und von ihm zu Gunsten der Projektgesellschaft allenfalls geleistete Nachfinanzierungen vollumfänglich zurückerstatten. Sollte sich der private Partner nach einer negativen Volksabstimmung über den Erlass der neuen Nutzungsvorschriften von den Städten Nidau und Biel trennen wollen, steht ihm kein Anspruch auf Rückerstattung der geleisteten Eintrittszahlung von CHF 4 Mio. zu.»

Wie den einleitenden Bemerkungen entnommen werden kann, brachten die Gemeinden keine Geldmittel, sondern planerische Leistungen in das Projekt ein; diese Leistungen weisen pro Gemeinde einen Gegenwert von CHF 750'000.- auf, mithin jener Betrag, welcher von der Eintrittszahlung von Mobimo einem Sperrkonto zugewiesen worden ist.

Im in der Frage beschriebenen Falle einer von den Gemeinden gewünschten Trennung vom Partner Mobimo müssten die Gemeinden je CHF 2 Mio. (der Eintrittskosten) und je CHF 0.885 Mio. für die geleisteten Nachzahlungen rückerstatten. Diese Gesamtsumme von CHF 2.885 Mio. liegt in der Kompetenz des Stadtrates.

- 2. Szenario B: Die Bieler Stimmbevölkerung lehnt das Projekt AGGLOlac an der angekündigten Abstimmung vom 28. Juni 2020 ab und die Zusammenarbeit mit Mobimo wird weitergeführt. Wie hoch ist der Landwert von der Stadt Biel, welcher bei Szenario B auf unbestimmte Zeit für die Firma Mobimo reserviert bleibt?**

Die Buchwerte der von der Stadt Biel einzubringenden Terrains basieren auf der mit Einführung von HRM2 durchgeführten Bewertung. Bezüglich der Stadt Biel handelt es sich um Anlagewerte von rund CHF 4.8 Mio.

- 3. Haben der Bieler Gemeinderat (Szenario A) und der Stadtrat (Szenario B) ihre Kompetenzen überschritten, als sie die Planungsvereinbarung zwischen Biel, Nidau und Mobimo im Mai 2013 unterzeichneten (GR) respektive ihr zustimmten (SR)?**

Nein. Für die entsprechenden Erläuterungen wird auf die Antwort zu Frage 1. verwiesen.





### Beantwortung

der dringlichen Interpellation 20180341, Miro Mayor und Levin Koller, JUSO, «Ausgaben der Projektgesellschaft AGGLOlac»

Die Interpellanten stellen dem Gemeinderat verschiedene Fragen zu den Ausgaben der Projektgesellschaft AGGLOlac.

Der Gemeinderat nimmt zu den einzelnen Fragen wie folgt Stellung:

1. Wie viel Geld hat die Projektierungsgesellschaft bis zum aktuellen Zeitpunkt ausgegeben?  
Die bisherigen Ausgaben betaufen sich auf CHF 5'135'726.88 (Stand: 20.06.2019) seit der Gründung der Projektgesellschaft AGGLOlac im August 2013.
2. Wird sich die Projektgesellschaft am Abstimmungskampf in den Städten Nidau und Biel zu AGGLOlac finanziell beteiligen? Fall ja, welcher Betrag ist hierfür vorgesehen?  
Seitens Projektgesellschaft ist kein Abstimmungskampf vorgesehen.
3. Wie hoch ist aktuell die Summe der Nachfinanzierungen gemäss Ziff. 18 der Planungsvereinbarung zu Gunsten der Projektgesellschaft, welche durch Mobimo bereits getätigt wurden? Sind weitere Nachfinanzierungen absehbar?  
Die Summe der Nachfinanzierungen von Mobimo gemäss Ziff. 18 der Planungsvereinbarung erreichen CHF 1.57 Mio. Es sind keine weiteren Nachfinanzierungen vorgesehen.
4. Wie hoch sind die aktuellen Nachfinanzierungen der Städte?  
Die Nachfinanzierungen der beiden Städte betaufen sich auf CHF 1.5 Mio. Diese sind durch den auf dem Sperrkonto verfügbaren Betrag von CHF 1.5 Mio begrenzt.
5. Für wie hoch schätzt der Gemeinderat die Gesamtausgaben der Projektgesellschaft bis zum Tag der Volksabstimmung ein?  
Der Gemeinderat schätzt die Gesamtausgaben auf CHF 5.77 Mio. (2.5 Mio. Einrittszahlung Mobimo, 3.07 Nachfinanzierung, 0.2 Mio. ESP-Preis des Kantons) bis zur Volksabstimmung.
6. Plant der Gemeinderat der Stadt Biel weitere Ausgaben, die mit AGGLOlac in Verbindung stehen, welche nicht über die Projektgesellschaft laufen? Falls ja, um was handelt es sich und wie hoch sind die betreffenden Beträge?  
Der Gemeinderat plant keine weiteren Ausgaben, abgesehen von den Kosten, die der Stadt für die Durchführung der Volksabstimmung naturgemäss entstehen.

Biel, 30.10.2019

NAMENS DES GEMEINDERATES

Der Stadtpräsident:

Die Stadtschreiberin

Erich Fehr

Barbara Labbé

Beilage: Dringliche Interpellation 20180341





## **Beantwortung**

### **der Motion 20210257, Epper Bettina, Grüne, «Platzreglement für die Stadt Biel»**

Die Motion ruft in Erinnerung, dass der öffentliche Raum knapp ist und immer knapper wird, da er vermehrt durch kommerzielle Nutzung belegt wird. Die Ausweitung der Restaurantterrassen zum Beispiel erschwert an manchen Orten in der Innenstadt das Gehen auf dem Trottoir.

Die Motion beauftragt daher den Gemeinderat, dem Stadtrat ein Reglement oder eine Reglementsänderung zur Nutzung des öffentlichen Raumes zu unterbreiten. Die Motion verlangt, dass bei jeder neuen kommerziellen Nutzung des öffentlichen Raumes eine gleich grosse Fläche an Parkplätzen auf dem Gemeindegebiet aufgehoben wird. Die Freilegung von öffentlichem Raum zu Lasten der Parkfläche wird in Anlehnung an das Bundesgesetz über den Wald (SR 921.0) vorgeschlagen. Dieses besagt, dass die Waldfläche nicht vermindert werden soll (Art. 3), Rodungen verboten sind (Art. 5) und für jede Rodung in derselben Gegend mit standortgerechten Arten Realersatz zu leisten ist (Art. 7).

Der Gemeinderat ist der Ansicht, dass die Analogie mit dem Waldgesetz nicht funktioniert. Der darin enthaltene Ausgleichsmechanismus sieht vor, dass für eine gerodete Fläche eine gleich grosse Fläche Wald in der betroffenen Region aufgeforstet werden muss. Das Aufheben von Parkplätzen hingegen schafft keine freien Flächen, die gleich genutzt werden könnten – nämlich zum Aufenthalt im öffentlichen Raum – und so den durch die kommerzielle Nutzung entstandene Raumverlust kompensieren würden.

Ausserdem würde der vorgeschlagene Ausgleichsmechanismus der Verhältnismässigkeitsprüfung nicht standhalten. Um die Verhältnismässigkeit einer staatlichen Massnahme beurteilen zu können, muss sichergestellt sein, dass diese auch geeignet ist, das verfolgte Ziel, nämlich die Wahrung des öffentlichen Interesses durch den Staat, zu erreichen. Der von der Motionärin geforderte Ausgleichsmechanismus eignet sich in keiner Weise dazu, das Ziel der Motion zu erreichen, nämlich den Nutzungsdruck auf den für den Aufenthalt vorgesehenen öffentlichen Raum zu senken. Parkplatzaufhebungen als Ersatz für die gewerblich genutzten Flächen geben tatsächlich öffentlichen Raum frei, der sich auf Verkehrsflächen befindet. Diese frei gewordenen Flächen könnten jedoch nicht zum Aufenthalt im öffentlichen Raum genutzt werden.

Aus praktischer Sicht ist zu ergänzen, dass die Definition sowie die Überwachung der «andauernden Nutzung» schwierig zu bewältigen ist, da es kein eigentliches m<sup>2</sup>-Inventar einer solchen Nutzung gibt und diese durch veränderte Bedürfnisse sowie Geschäftseröffnungen und -schliessungen (s. auch Beispiel Covid-Regelungen) einem dauernden Wandel und zudem saisonalen Schwankungen unterliegt.

Des Weiteren wird daran erinnert, dass die Stadt Biel über ein Ortspolizeireglement (SGR 5.5-1) und eine Verordnung über dessen Vollzug verfügt, die unter anderem die Nutzung des öffentlichen Raumes regeln (Art.1 Abs. 1 Bst. c). Zudem ist der Gemeinderat gerade dabei, Richtlinien für die gewerbliche Nutzung des öffentlichen Raumes auszuarbeiten, die im ersten Quartal 2022 in Kraft treten sollten. Dank dieser Richtlinien sind Einrichtungen für die Aussenbestuhlung von Gastgewerbebetrieben und Mobiliar auf öffentlich genutztem Boden den gegebenen örtlichen



Verhältnissen anzupassen. Sie dürfen den Fussverkehr, den Fahrverkehr, das Orts- und Strassenbild sowie die öffentliche Nutzung nicht wesentlich beeinträchtigen.

Schliesslich weist der Gemeinderat darauf hin, dass er mit seinen Interventionen im öffentlichen Raum allgemein folgende Ziele verfolgt: den öffentlichen Raum aufzuwerten, die Nachfrage nach Parkplätzen im öffentlichen Raum zu senken, um andere Nutzungen zu ermöglichen, den Menschen bei der Gestaltung des öffentlichen Raumes in den Mittelpunkt zu stellen und dabei die klimatischen Veränderungen zu berücksichtigen (Begrünung, durchlässige Böden usw.). Konkret werden im Rahmen von Neugestaltungsprojekten des öffentlichen Raumes so viel Grünflächen oder zumindest durchlässige Oberflächen wie möglich geschaffen, als Ersatz von Belägen aus bituminösem Mischgut oder Beton, die potenziell als Parkplätze genutzt werden könnten. Diese Massnahmen wirken sich positiv auf das Klima und die Lebensqualität der Bevölkerung aus.

Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen ist der Gemeinderat der Auffassung, dass seine Politik zur Nutzung des öffentlichen Raumes in angemessener Weise dazu beiträgt, diesen zu erhalten, und dass er sich die notwendigen Instrumente zur Hand gibt, um dessen Nutzung bestmöglich zu regeln. Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, die Motion 20210257 in ein Postulat umzuwandeln, dieses erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 1. Dezember 2021

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr

Barbara Labbé

Beilage:  
· Motion 20210257



Vorstoss Nr. / Interv. no: 2021.0257  
Termin GR / Délai CM: \_\_\_\_\_  
Direktion / Direction: \_\_\_\_\_  
Mitbericht / Corapport: \_\_\_\_\_

Motion

### **Platzreglement für die Stadt Biel**

Der Gemeinderat wird beauftragt, dem Stadtrat ein Reglement oder eine Reglementsänderung bezüglich der Nutzung des öffentlichen Raumes vorzulegen: Wird der öffentliche Raum durch eine kommerzielle andauernde neue Nutzung belegt, ist auf Bieler Stadtgebiet eine gleich grosse Fläche an Parkplätzen aufzuheben.

#### **Begründung:**

Der öffentliche Raum ist knapp und wird immer knapper, denn mehr und mehr wird er für kommerzielle Zwecke genutzt. Aktuelle Beispiele sind etwa die ausgeweitete Aussenbestuhlung von Restaurants, so dass es an manchen Orten in der Innenstadt teilweise kaum mehr möglich ist, auf dem Trottoir zu gehen. Fussgängerinnen und Fussgänger müssen auf die Strasse ausweichen. Ein anderes Beispiel sind die neuen Verleih-E-Trottinette, die ebenfalls Platz beanspruchen.

Darum ist es notwendig, dass die Stadt ein Reglement erlässt oder allenfalls das Ortspolizeireglement ergänzt, worin festgehalten wird, dass die Fläche des öffentlichen Raums in Biel nicht vermindert werden darf. Dies in Anlehnung an das Bundesgesetz über den Wald:

- \_ Art. 3 Erhaltung des Waldes: Die Waldfläche soll nicht vermindert werden.
- \_ Art. 5: Rodungsverbot und Ausnahmegewilligungen: Rodungen sind verboten.
- \_ Art. 7: Rodungersatz: Für jede Rodung ist in derselben Gegend mit standortgerechten Arten Realersatz zu leisten.

Da öffentlicher Raum nicht aufgeforstet werden kann, sollen stattdessen an geeigneten Standorten in der Stadt so viel Fläche Parkplätze aufgehoben werden, wie für die neue kommerzielle andauernde Nutzung verbraucht wird. Dies ist unproblematisch, da in der Stadt Biel genügend Plätze in Parkings vorhanden sind. Die Parkplätze müssen nicht am selben Ort aufgehoben werden, an dem die kommerzielle Nutzung stattfindet.

Biel/Bienne, 18. August 2021

Bettina Epper, Grüne



## **Beantwortung**

### **des Postulates 20210258, Halter Marisa, PdA, Heiniger Peter, PdA, «Ausrichtung der Bieler Bauernhöfe auf regenerative und biologische Landwirtschaft und Zusammenarbeit mit den Bieler Schulen»**

Mit dem Postulat wird der Gemeinderat aufgefordert, die im Besitze der Stadt Biel befindlichen vier Bauernhöfe in Biel, Lamboing, Orvin und Magglingen auf biologische und regenerative Landwirtschaft auszurichten. Zudem sollen sie – nach Möglichkeit – jungen Gemeinschaften zur Pacht überlassen werden (nach Ablauf der bestehenden Pachtverträge).

Die angesprochenen Bauernhöfe sollten nach Meinung der Postulantin und des Postulanten in enger Zusammenarbeit mit Schulen (pädagogisches Angebot) und Behörden prioritär für die Region Biel-Seeland und den Berner Jura produzieren. Ein vielfältiges Angebot an landwirtschaftlichen Produkten, Verarbeitung auf dem Hof und partizipative Distributionssysteme sei zu fördern und Synergien mit der Umsetzung der Initiative für gesunde Ernährung seien zu nutzen.

Die Postulantin und der Postulant begründen ihr Anliegen mit dem Bekenntnis der Stadt zum aktiven Klimaschutz. Zudem bestünde die Möglichkeit, ein erweitertes pädagogisches Angebot anzubieten.

Der Gemeinderat nimmt zu den Anliegen des Postulates gerne wie folgt Stellung:

Die formulierten Anliegen werden auf dem Bauernhof Falbringen in der Stadt Biel bereits vollumfänglich umgesetzt. Der Bauernhof ist im Baurecht an Bauernhof Falbringen, Stiftung für Landwirtschaft und Pädagogik abgegeben, welche diesen im Sinne von Zweck und Auftrag der Stiftung an einen Selbstbewirtschafter verpachtet. Die Stiftung selbst achtet auf sorgfältigen Unterhalt und sukzessive Modernisierung der Betriebs-Liegenschaften. Mit dem Pächter des Bauernhofs Falbringen besteht seitens der Stadt Biel bereits ein Leistungsvertrag und eine enge Zusammenarbeit mit den Schulen (pädagogisches Angebot). Der Pächter produziert bereits mehrheitlich für die Region. Durch die Lage am Stadtrand können entsprechende Synergien optimal genutzt werden.

Die Landwirtschaftsbetriebe auf dem Plateau de Diesse und in Magglingen sind im Baurechtsverhältnis und damit im Eigentum der Bewirtschaftenden. Letzteren wurde erst kürzlich ein neues Baurecht eingeräumt und ihnen die Gebäude verkauft. Das umliegende Landwirtschaftsland gehört der Stadt Biel, wobei der Pachtvertrag an einen langfristigen Baurechtsvertrag geknüpft ist. In der Regel gehen die Gebäude mit den Pachtverträgen jeweils auf die Nachkommen über bzw. werden während der Baurechtsdauer an einen weiteren Pächter resp. eine weitere Pächterin veräussert. Die Stadt hat damit auch eine soziale Aufgabe bezüglich des Weiterbestands von überlebensfähigen Betrieben. Einen Pachtvertrag nach Ablauf der Pachtdauer nicht zu verlängern, bildet in der Regel keine Option oder wird zumindest als heikel erachtet. Der Gemeinderat teilt die Haltung der Postulantin und des Postulanten, dass für die Neuvergabe eines Pachtbetriebes (nach Beendigung durch den Pächter) eine biologische Produktion für die Region bevorzugt werden soll.

Die Nutzung von Synergien mit den genannten Betrieben für die Umsetzung der Initiative für gesunde Ernährung durch die entsprechenden städtischen Stellen kann durchaus geprüft werden. Aber auch diese Betriebe müssen sich an die geltenden Ausschreibungsbedingungen halten. Ob das Angebot und die Menge an produziertem Biogemüse und –fleisch der betreffenden Bauernhöfe für die Umsetzung der Initiative genügt ist fraglich und wäre im Einzelfall abzuklären.

Daher beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, das Postulat 20210258 erheblich zu erklären.

Biel, 15. Dezember 2021

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr

Barbara Labbé

Beilage:

· Postulat 20210258



20210258

18.8.2021

**Postulat: «Ausrichtung der Bieler Bauernhöfe auf regenerative und biologische Landwirtschaft und Zusammenarbeit mit den Bieler Schulen»**

Der Gemeinderat wird aufgefordert folgende Anliegen und die dafür notwendigen Massnahmen zu prüfen:

Die im Besitze der Stadt Biel befindlichen vier Bauernhöfe in Biel, Lamboing, Orvin und in Magglingen werden auf biologische und regenerative Landwirtschaft ausgerichtet. Zudem sollen sie – nach Möglichkeit – jungen Gemeinschaften zur Pacht überlassen werden (nach Ablauf der bestehenden Pachtverträge).

Die angesprochenen Bauernhöfe sollen in enger Zusammenarbeit mit Schulen (pädagogisches Angebot) und Behörden prioritär für die Region Biel/Bienne-Seeland und Jura Bernois produzieren. Ein vielfältiges Angebot an landwirtschaftlichen Produkten, Verarbeitung auf dem Hof und partizipative Distributionssysteme (z.B. Solidarische Landwirtschaften) sollen gefördert werden. Synergien mit der Umsetzung der Initiative für gesunde Ernährung sollen genutzt werden.

Begründung:

Die Stadt Biel hat sich dem aktiven Klimaschutz verschrieben. Da müssen Taten folgen. In diesem Zusammenhang kann die Stadt die nachhaltige und regenerative Landwirtschaft, im Rahmen der eigenen Bauernhöfe, fördern. Zudem besteht die Möglichkeit ein erweitertes pädagogisches Angebot anzubieten. Dies soll der frühen Sensibilisierung der Bieler Schüler\*innen dienen. Die vorhandenen Kapazitäten müssen unbedingt genutzt werden.

Biel/Bienne, 18. August 2021

Marisa Halter

PdA/POP

Peter Heiniger

PdA/POP



## **Beantwortung**

### **des Postulates 20210260, Strobel Salome, SP, «Räume für die Politik»**

Mit dem vorliegenden Vorstoss fordert die Postulantin den Gemeinderat auf zu prüfen, in welchem Rahmen in Biel aktiven politischen Gruppierungen (Parteien) städtische Räumlichkeiten zur Verfügung gestellt werden können.

Die Postulantin begründet ihr Anliegen wie folgt: Die politischen Parteien erbringen in Biel auf verschiedenen Ebenen einen Beitrag zum Gemeinwohl und zur Weiterentwicklung der Stadt. Ihre Mitglieder sind oft ehrenamtlich engagiert und übernehmen in verschiedenen Ämtern Verantwortung. Zur Koordination ihrer Aktivitäten und Information ihrer Mitglieder führen die Parteien regelmässig Versammlungen und Aktivitäten durch und sind dafür auf abends zugängliche Versammlungslokale angewiesen.

In den vergangenen Jahren fielen viele klassische Vereinssäle in Restaurants für die Anlässe politischer Parteien weg oder es besteht eine Verpflichtung zur Konsumation von Speisen. Bedingt durch Corona sind die verbleibenden grösseren Lokale (z.B. in Kirchengemeindehäusern) überbelegt. Ein dauerhaftes Ausweichen auf private Anbieter ist kostspielig. Die Nutzung von Schulaulen oder städtischen Sitzungsräumen zu vergünstigten Tarifen könnte dem Engpass entgegenwirken.

Zu Beginn der Corona-Pandemie wurde seitens der Stadt unkomplizierte Unterstützung bei der Suche nach geeigneten Sitzungsräumen versprochen. Die Nutzung von Schulräumlichkeiten (Aulen, Sitzungszimmer) ist jedoch nicht möglich, dadurch verringert sich das Angebot deutlich.

Der Gemeinderat nimmt zu den Anliegen der Postulantin wie folgt Stellung:

Der Gemeinderat anerkennt das Bedürfnis nach geeigneten und zeitgerecht verfügbaren Räumlichkeiten für die Arbeit von politischen Gruppierungen. Durch die Pandemie ergaben sich zum Teil einschneidende Einschränkungen bei der Verfügbarkeit und Nutzbarkeit des vorhandenen Angebotes. Diese spezielle Situation hat auch die politischen Parteien gefordert und auch diese mussten über einen langen Zeitraum hinweg den Weg über Videokonferenzen wählen und – falls noch nicht vorhanden – die hierfür erforderliche Infrastruktur beschaffen. Der eingeschlagene Weg zur Normalisierung wird aber zeitnah auch in diesem Bereich die angestrebte Entspannung bringen. Der Zugang zu Schulräumlichkeiten für die politischen Parteien wäre möglich, allerdings im Sinne einer punktuellen Unterstützung und wenn die Gleichbehandlung anderer Gruppierungen, die ebenfalls aktiv am sozialen Leben der Bielerinnen und Bieler teilnehmen, sichergestellt ist. Die Direktion Bildung, Kultur und Sport verfügt für die Schulräumlichkeiten neu über ein modernes Planungsinstrument. Dieses ist für Anfragen zur Raummiete systematisch zu nutzen und es gilt die entsprechenden Fristen und Vorrangkriterien einzuhalten. Für die Nutzung von Sitzungszimmern in Gebäuden der städtischen Verwaltung sind die logistischen und datenschutzrechtlichen Voraussetzungen für eine Nutzung durch Externe ausserhalb der ordentlichen Bürozeiten nicht gegeben.

Entsprechend geht der Gemeinderat davon aus, dass das aktuelle Angebot und die zur Verfügung stehenden Mittel keine Ausweitung des Angebotes erfordern.

Daher beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, das Postulat 20210260 erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 15. Dezember 2021

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr

Barbara Labbé

Beilage:

· Postulat 20210260

20210260

Postulat «Räume für die Politik»

Der Gemeinderat prüft in welchem Rahmen in Biel aktiven politischen Gruppierungen (Parteien) städtische Räumlichkeiten für Versammlungen und Anlässe zur Verfügung gestellt werden können.

Begründung:

Die politischen Parteien erbringen in Biel auf verschiedenen Ebenen einen Beitrag zum Gemeinwohl und zur Weiterentwicklung der Stadt. Ihre Mitglieder sind oft ehrenamtlich engagiert und übernehmen in verschiedenen Ämtern Verantwortung. Zur Koordination ihrer Aktivitäten und Information der Mitglieder führen die Parteien regelmässig Versammlungen und Aktivitäten durch und sind dafür auf abends zugängliche Versammlungslokale angewiesen.

In den vergangenen Jahren fielen viele klassische Vereinssäle in Restaurants für die Anlässe politischer Parteien weg oder es besteht eine Verpflichtung zur Konsumation von Speisen. Bedingt durch Corona sind die verbleibenden, grösseren Lokale (z.B. in Kirchengemeindehäusern) überbelegt. Ein dauerhaftes Ausweichen auf private Anbieter ist kostspielig. Die Nutzung von Schulaulen oder städtischen Sitzungsräumen zu vergünstigten Tarifen könnte dem Engpass entgegenwirken.

Zu Beginn der Corona-Pandemie wurde seitens der Stadt unkomplizierte Unterstützung bei der Suche nach geeigneten Sitzungsräumen versprochen. Die Nutzung von Schulräumlichkeiten (Aulen, Sitzungszimmer) ist jedoch nicht möglich, dadurch verringert sich das Raumangebot deutlich.

Biel, 18.08.2021

Salome Strobel, SP

Strobel g. Stroh I. Heimann

Stroh

Stroh

Stroh

Stroh

Ch. K. ... Prof





**Réponse**

**au postulat 20210259, Roth Myriam, Les Vert-e-s, «30 km/h de nuit»**

L'auteure du postulat rappelle que depuis le mois de juillet la Ville de Lausanne a introduit une limitation de vitesse à 30 km/h de nuit qui contribue à la réduction du bruit routier. Elle demande au Conseil municipal d'étudier la possibilité de mettre en place un 30 km/h nocturne en Ville de Bienne. Il s'agit pour elle d'une mesure complémentaire qui ne doit pas être imposée partout mais qui peut être intégrée intelligemment là où cela fait sens.

Le Conseil municipal précise que les mesures de réduction des vitesses de circulation s'inscrivent dans sa politique visant à modérer le trafic en ville et spécialement dans les quartiers résidentiels. Elles contribuent à augmenter la sécurité des tous les usagers et usagères de l'espace public tout en augmentant la qualité de vie des habitantes et habitants.

Le Conseil municipal attend les résultats du projet pilote mené par la Ville de Lausanne avec intérêt et évaluera ensuite les possibilités d'application de cette mesure de limitation de vitesses pendant la nuit sur le territoire communal.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat 20210259.

Bienne, le 1<sup>er</sup> décembre 2021

Au nom du Conseil municipal

Le maire:

Erich Fehr

La chancelière municipale:

Barbara Labbé

Annexe:  
· Postulat 20210259



Vorstoss Nr. / Interv. no: 20210259  
Termin GR / Délai CM: \_\_\_\_\_  
Direktion / Direction: \_\_\_\_\_  
Mitbericht / Corapport: \_\_\_\_\_

## Postulat : 30km/h de nuit

Par le présent postulat, le conseil municipal est chargé d'étudier la possible mise en place d'un 30km/h nocturne en Ville de Bienne.

### Argumentation :

- Depuis juillet dernier, première en Suisse, la Ville de Lausanne et le canton sont en mesure d'intégrer le 30km/h nocturne à la palette de mesures en lien avec l'assainissement du bruit routier<sup>1</sup>.

Une exposition prolongée au bruit impacte notre santé, ce fait est maintenant avéré. Le bruit est une source de stress, il induit une fatigue psychique et physique. Il est d'autant plus nuisible pour la santé lorsqu'il est vécu dans une période prévue pour le repos.

*« La diminution de la vitesse a un impact significatif sur la perception du bruit. Ainsi, le passage à 30 km/h amène une diminution de l'ordre de 2 à 3 dB, équivalente à une diminution de 35 à 50% du trafic. »*

- Le 30 km/h de nuit est une mesure qui peut être mise en œuvre de manière conséquente mais consciente. L'idée n'est pas de généraliser la mesure en l'imposant partout, mais de l'intégrer intelligemment, là où cela fait sens.
- C'est une mesure complémentaire, amenée à être associée à d'autres mesures. Elle s'inscrit de façon cohérente avec ce qui est fait dans certains domaines analogues (la protection de l'environnement, la sécurité) et dans un mouvement plus large de modernisation de la mobilité et de la vie en milieu urbain.
- Cette mesure est une mesure légale. Celle-ci est appuyée par une loi, par la jurisprudence mais également par les Chambres fédérales.

Bienne, le 18 août 2021

Myriam Roth, Fraction Les Vert-e-s / Grüne

*U. Roth*  
*N. Vanthienen*  
*J. de Waddade*  
*Z. K.*  
*I. Iseli*  
*F. J. G. G.*

<sup>1</sup> <https://30kmdenuit.ch>